

Article 31 du Règlement

[Traduction]

LE PLOMB

L'hon. Charles Caccia (Davenport): Monsieur le Président, nous savons tous que le plomb est dangereux pour la santé, car c'est une substance toxique. Nous avons fait des progrès en éliminant le plomb de l'essence et de la peinture, mais nous continuons de faire bien d'autres usages du plomb, ce qui constitue un danger pour la santé.

Au Canada, le plomb se répand dans l'environnement quand un chasseur tire ou quand un pêcheur à la ligne perd une pesée. Lorsqu'il est ingéré par les animaux, le plomb cause une mort lente et pénible. Aux États-Unis, l'utilisation du plomb pour chasser les oiseaux aquatiques a été interdite en 1991. Au Danemark et dans les Pays-Bas, le gouvernement a interdit le plomb dans les cartouches utilisées pour la chasse au gibier et les pesées utilisées pour la pêche à la ligne.

Au Canada, nous avons encore beaucoup à faire pour nous assurer que le plomb n'entre pas dans l'environnement comme dans le cas des crayons importés pour enfants, dont nous reparlerons très bientôt.

[Français]

LES ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES

M. François Langlois (Bellechasse): Monsieur le Président, le 12 septembre dernier, les Québécoises et Québécois élisaient 77 députés souverainistes du Parti québécois à l'Assemblée nationale du Québec. Ce nouveau gouvernement a reçu le mandat de préparer la tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec. J'aimerais féliciter le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, ses députés, les élus des autres formations politiques ainsi que tous les autres candidats de mérite qui n'ont pas été élus. Tous ont clairement exprimé leur désir et leur détermination de servir le Québec. Quoi qu'en pense le premier ministre fédéral, il est clair que les Québécoises et Québécois ne sont pas satisfaits de ce pays merveilleux que serait le Canada.

• (1410)

Déterminés et tenaces, ils sont conscients de constituer un peuple et une société distincte. Les Québécoises et les Québécois réclament le plein contrôle de leur développement social, culturel, politique et économique. À l'occasion du référendum qui vient, les Québécoises et les Québécois pourront enfin choisir entre le statu quo et la souveraineté.

[Traduction]

LE PARTI RÉFORMISTE

Mme Deborah Grey (Beaver River): Monsieur le Président, le gouvernement marche sur les plates-bandes du Parti réformiste, du moins selon Rosemary Speirs du *Toronto Star*. Permettez-moi de profiter de cette occasion pour lancer un défi aux libéraux qui veulent prétendument s'emparer de nos arguments.

En fait, au cours de la dernière année, le Parti réformiste a très efficacement établi le programme national. Pourquoi le gouvernement insiste-t-il constamment sur la réduction du déficit, le système de justice pénale et l'immigration? C'est parce que les députés réformistes ont soulevé ces questions à maintes et maintes reprises. C'est grâce à ce débat que les Canadiens sont maintenant au fait de l'inefficacité du système actuel et qu'ils exigent des changements.

À y regarder de plus près, ces Canadiens bien informés constateront bientôt que les changements superficiels n'ont pas modifié le système en profondeur. Le Parti réformiste serait heureux de voir ses politiques mises en oeuvre, mais il vous demande alors d'utiliser le programme au complet et pas seulement les titres.

Les libéraux ne peuvent prétendre avoir fait leur programme du Parti réformiste. En fait, ils ont adopté un programme bien factice, un piètre substitut du programme réel.

LA RÉGION DE FUNDY

M. Harold Culbert (Carleton—Charlotte): Monsieur le Président, la région de Fundy dans ma circonscription, Carleton—Charlotte, a connu des moments très difficiles au cours des dernières semaines. Le 31 août, le quai de St. Andrews au Nouveau-Brunswick a été ravagé par le feu et, durant le week-end de la fête du Travail, de grands vents et des vagues gigantesques ont détruit de nombreuses bordigues à hareng le long de la côte de Fundy. Ces deux tragédies ont eu des répercussions désastreuses sur l'économie de la région.

La ville de St. Andrews dépend dans une large mesure de l'industrie du tourisme, de la pêche traditionnelle et de l'aquaculture. Il va sans dire que la destruction du quai nuira grandement à ces industries.

De même, les pêcheurs de hareng de la côte de Fundy comptent sur leurs bordigues pour assurer l'approvisionnement des usines de transformation du hareng. Vu les dommages causés à ces installations de pêche, la saison sera beaucoup plus courte, ce qui entraînera du chômage. De plus, le coût de la reconstruction sera très élevé pour les pêcheurs propriétaires des bordigues.

J'espère que plusieurs ministères fédéraux et provinciaux mettront leurs ressources en commun pour venir en aide à ces gens, victimes de telles tragédies naturelles.

LA DETTE DES PROVINCES

M. Alex Shepherd (Durham): Monsieur le Président, j'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur une nation qui fut jadis grande, mais qui est en train de sombrer dans une mer de mots. Des factions en guerre, tels deux grands orignaux unis dans un combat mortel. À la fin, ils sont trop épuisés pour fuir les loups qui rôdent. Les loups, ce sont les tenailles de la dette qui ne cessent de se rapprocher. C'est l'argent emprunté, non pas pour promouvoir les investissements, mais pour favoriser des styles de vie immérités.

Je voudrais m'en tenir à la dette des provinces, qui n'a rien à voir avec le gouvernement fédéral. La province la plus endettée est le Québec avec 9 498 \$ pour chaque homme, femme et